



ministère de la Culture
et de la Communication
ministère de
l'Éducation nationale, de
l'Enseignement supérieur
et de la Recherche

Inrap
Institut national
de recherches
archéologiques
préventives



Communiqué de presse
4 janvier 2017

À Rennes, une nouvelle vision de l'histoire de la mort



De 2011 à 2013, une équipe de l'Inrap a mené, sur prescription de l'État (Drac Bretagne), une fouille préventive intégrale du couvent des Jacobins, futur centre des congrès de Rennes Métropole. Construit en 1369, le couvent, d'obédience dominicaine, devint l'un des lieux d'inhumation de prédilection de l'aristocratie parlementaire rennaise. Environ 900 sépultures y ont été mises au jour par les archéologues, dont celle de Louise de Quengo, dame du XVII^e siècle retrouvée momifiée dans son cercueil de plomb.

Aujourd'hui, Rozenn Colleter chercheuse Inrap associée au laboratoire Anthropologie moléculaire et imagerie de synthèse (CNRS/Université Toulouse III – Paul Sabatier) et ses collègues reviennent sur l'étude exhaustive de 606 de ces sépultures et réfutent un processus, admis jusqu'alors, de sécularisation des pratiques funéraires entre le Moyen Âge et l'Époque moderne dans un article publié dans *PLOS ONE*.

Cercueils et cœurs de plomb

Lors de la fouille, les archéologues de l'Inrap ont mis au jour cinq cercueils et cinq urnes en plomb. Ces dernières contiennent des cœurs. Leurs inscriptions, croisées avec les archives, permettent d'identifier sept personnes, toutes nobles.

Quatre des cœurs en plomb présentent des inscriptions datées de 1584 à 1655, soit près de 70 ans d'une même pratique. Sur les cinq cœurs conservés dans les urnes, quatre sont très bien préservés et présentent des traces d'embaumement.

L'un des cercueils en plomb est celui de Louise de Quengo, donatrice du couvent décédée le 10 mars 1656 à plus de 65 ans. Ses habits religieux très simples signent la volonté de se rapprocher de l'église des pauvres. C'est sur son cercueil qu'a été déposé le cœur de Toussaint de Perrien, son époux décédé sept ans avant elle et inhumé à 200 km de Rennes dans un couvent qu'il avait fondé. L'étude du cadavre de Louise de Quengo montre que seul son cœur a été prélevé.

Étude d'une population de défunts du XIV^e au XVIII^e siècle

Les archéologues distinguent deux périodes d'inhumation aux Jacobins. Les défunts inhumés du XIV^e au XV^e siècle ne présentaient aucune trace d'intervention post-mortem.

Du XVI^e au XVIII^e siècle, environ 1250 sujets ont été inhumés et 483 ont fait l'objet d'une étude détaillée. D'après les archives de l'époque, qui mentionnent l'inhumation de 113 sujets, cette population est composée de 74 % de nobles, 8 % de membres du clergé et 4 % du tiers état, le reste étant indéterminé. Sur les 483 dépouilles étudiées, seuls 18 sujets (douze squelettes complets, un cadavre et cinq cœurs) et 18 os épars présentent des traces d'interventions post-mortem (craniotomie, ouverture du thorax et/ou de l'abdomen et/ou prélèvement du cœur).

L'Époque moderne : la mort sécularisée ?

L'évolution des pratiques funéraires du Moyen Âge à l'Époque moderne est considérée comme un processus de sécularisation. Certains traitements des corps, initialement d'ordre religieux et réservés aux rois à la période médiévale, se seraient progressivement étendus à de nombreux nobles dans la volonté, très contemporaine, de préserver le corps et de présenter le défunt apaisé à la famille. Mais au couvent des Jacobins qui reçoit les sépultures de nombreux nobles, seuls

2,7 % de l'échantillon présente des traces d'intervention post-mortem. De plus, celles-ci, craniotomie et prélèvement du cœur, sont des actes qui mutilent les corps. L'influence des dogmes religieux est très visible. Dans le cas de Louise de Quengo et de son mari, des inhumations inversées et complémentaires – le cœur de l'un avec le corps de l'autre et vice versa – prouvent l'attachement entre les époux. Les deux édifices religieux dont ils ont été donateurs sont également honorés. La multiplication des sites d'inhumations augmentait le nombre de messes et de prières pour le salut des défunts. Par ailleurs, le seul prélèvement du cœur conciliait funérailles multiples et nécessaire intégrité du corps prônée depuis la bulle de Boniface VIII en 1299.

Autre exemple, les cercueils en plomb sont connus depuis la fin de la période romaine. Ils avaient un but ostentatoire et préservaient les corps sans besoin de traitement, ce qui était un signe de sainteté. Le but recherché est bien celui de la conservation du corps mais pas de son exposition aux regards. Cette pratique est encore valorisée par le Concile de Trente qui assimila la résurrection de la chair à celle des chairs.

L'approche pluridisciplinaire avec le concours de médecins légistes, de radiologues, d'anthropologues au travail des archéologues a permis une étude exhaustive de ce couvent breton et une nouvelle vision de l'histoire de la mort.

Références de l'article

Rozenn Colleter, Fabrice Dedouit, Sylvie Duchesne, Fatima-Zohra Mokrane, Véronique Gendrot, Patrice Gérard, Henri Dabernat, Éric Crubézy, and Norbert Telmon. 2016. Procedures and Frequencies of Embalming and Heart Extractions in Modern period in Brittany. Contribution to the evolution of ritual funerary in Europe. PLOS ONE.

<http://journals.plos.org/plosone/doi?id=10.1371/journal.pone.0167988>

L'Inrap

Avec plus de 2 000 collaborateurs et chercheurs, l'Inrap est la plus importante structure de recherche archéologique française et l'une des toutes premières en Europe. Institut national de recherche, il réalise chaque année quelque 1 800 diagnostics archéologiques et 250 fouilles en partenariat avec les aménageurs privés et publics en France métropolitaine et outre-mer. Ses missions s'étendent à l'exploitation scientifique des résultats et à la diffusion de la connaissance archéologique auprès du public.

Contacts

Mahaut Tyrrell
chargée de communication médias
Inrap, service partenariats et relations médias
06 07 40 59 77 – mahaut.tyrrell@inrap.fr

Mélanie Scellier
chargée du développement culturel et de la communication
Inrap, direction interrégionale Grand Ouest
02 23 36 00 64 / 06 71 04 59 92 – melanie.scellier@inrap.fr